

AFFAIRE DE L'EX-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA COUR D'ALGER

Les avocats dénoncent l'instrumentalisation de la justice

La cour d'Alger acceptera-t-elle finalement de renvoyer le dossier de l'ex-secrétaire général de la cour d'Alger M. Amine Benhala, vers une autre cour, conformément à la loi, sachant que le plaignant n'est autre que le procureur général de cette même institution ?

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - En tout cas, c'est la condition et la demande officielle qui a été introduite par les avocats de M. Benhala, qui dénoncent l'instrumentalisation de la justice dans cette affaire. Faut-il le rappeler, M. Benhala a été condamné le 5 décembre 2007, par le tribunal

correctionnel de Hussein-Dey, à une peine de six mois de prison ferme, pour destruction de biens publics. Ce qui devait être un incident, une simple altercation verbale entre deux collègues s'est transformé en procès et a même pris une tournure dramatique pour l'ex-secrétaire général de la cour contre lequel une lourde peine

a été prononcée. Dans un communiqué rendu public hier, les avocats de M. Benhala, en l'occurrence maîtres Chikhaoui, Brahimi et Aït Larbi, expliquent que le procureur général, partie prétendument victime, «ne peut pas occuper le siège de ministère public sans remettre en cause les fondements sur lesquels repose la justice».

Autrement dit, il ne peut pas être juge et partie à la fois dans cette affaire, d'où l'exigence du transfert du dossier vers une autre juridiction. «Cette confusion des genres est une atteinte

sans précédent aux droits de la défense, contraire au droit à un procès équitable, pourtant consacré par la Constitution et le pacte international relatif aux droits civil et politique ratifiés en 1989», a-t-on indiqué dans le communiqué.

Cette confusion s'est largement traduite, selon les avocats, par la désignation, à la demande du ministère public, d'un psychiatre pour examiner les facultés mentales du prévenu. Or, ce genre de procédure est appliqué pour les affaires criminelles et non pas correctionnelles.

«L'objectif était d'enfermer M. Benhala dans un hôpital psychiatrique comme pour inaugurer des mœurs tristement célèbres en d'autres temps et d'autres lieux, mais totalement étrangères à notre pays», souligne-t-on.

Toujours dans le cadre de la série d'intimidations portées contre l'ex-secrétaire général de la cour d'Alger, les avocats font part d'une nouvelle procédure qui vient d'être enclenchée contre le prévenu, sans pour autant apporter tous les détails sur le contenu de cette procédure. Ils expriment

toutefois leur refus à cautionner cette dérive de la justice et visant à porter atteinte à «un homme loué par les serviteurs de la justice pour son dévouement au service public».

Pour se démarquer de ces agissements, les avocats ont ainsi décidé de ne pas assister à la prochaine audience du procès en appel de cette affaire reporté à une date ultérieure.

La défense prendra à témoin l'opinion publique et toutes les instances du pays contre cette «injustice».

R. M.

SIDI SAÏD À DJELFA

«Nous étions, nous sommes... et nous serons...»

Le secrétaire général de l'UGTA, Abdemadjid Sidi Saïd, a présidé mardi le 4^e congrès de wilaya de Aïn-Defla. Les travaux se sont déroulés à la Maison de la culture de Aïn-Defla.

L'ouverture de ces travaux a eu lieu dans une salle comble, en présence du wali, du P/APW, des chefs de daïra et des membres de l'exécutif de wilaya. C'est dire, l'importance accordée à la tenue de ce congrès, tant par les militants de cette formation syndicale que par ses cadres. On a même constaté parmi l'assistance, des secrétaires généraux de différentes wilayas, invités à cet événement que les orateurs qui se sont succédés à la tribune ont qualifié de «aïrass» (fête).

Sidi Saïd, s'exprimant tant en arabe, qu'en kabyle et en français, a commencé par saluer la presse «objective» lui rendant même hommage pour sa collaboration constructive dans le développement du pays, mais il a aussi fustigé celle qui fait dans la désinformation, tout en prenant le soin de ne nommer aucun organe.

Ceci avant de s'en prendre sévèrement à «ceux qui jettent la pierre à l'UGTA, ceux qui disent que l'UGTA n'a rien fait».

Pour s'en défendre, le premier responsable de l'UGTA retracera l'histoire de cette formation syndicale depuis sa création, «la contribution qu'elle a apportée à la

construction de la maison Algérie», tout comme il a rappelé que sa formation syndicale «a payé de la vie de nombreux militants pour le bien-être des travailleurs algériens», et de citer Abdelhak Benhamouda et bien d'autres.

Le principal sujet développé par Sidi Saïd a été, à l'instar de ce qu'il a fait dernièrement au congrès tenu à Aïn-Témouchent, «la promulgation et la mise en application des nouveaux statuts de la Fonction publique, notamment la mise en application, dès janvier 2008, de la nouvelle grille des salaires en insistant sur l'effet rétroactif avec rappels au cas où la mise en application de cette grille se trouverait retardée». L'enveloppe, selon Sidi Saïd «s'élève à 198 milliards de dinars, alors que le gouvernement, n'a offert que 195 milliards et que pour que la revendication des 198 milliards soit acceptée, il a fallu l'arbitrage du président de la République qui a soutenu cette revendication et tranché en sa faveur».

S'agissant du pouvoir d'achat des travailleurs, il dira que «nous avons mis sur pied une cellule de réflexion pour faire des propositions au gouvernement en vue de la mise en place d'un système de soutien des prix des produits de base même des fruits et légumes».

Les retraités n'ont pas été omis puisque Sidi Saïd enregistre avec satisfaction l'accord de l'Etat pour le prélèvement de 2% sur les recettes fiscales pétrolières destinées à la caisse des retraités. Satisfaction partagée par

M. Mohamed Sahraoui, président national du conseil d'administration de la CNR, présent à ce congrès, lequel d'ailleurs a promis que les rappels afférents à l'actualisation de la période 2004-2007 seraient réglés à tous incessamment mais sans donner de date précise.

Sidi Saïd reviendra sur les critiques faites à l'encontre de sa formation syndicale : «Ce que nous avons fait pour le monde du travail n'est plus à prouver, il est là... Ceux qui sont capables de faire mieux n'ont qu'à le montrer.» Pour «continuer à œuvrer pour le bien-être de l'Algérie... nous défendrons l'UGTA et nous défendrons la République et nous l'avons toujours fait». Et d'ajouter : «Nous avons été, nous sommes et nous resterons...»

Dans l'après-midi, après les différents exposés des délégués des unions locales, il y a eu renouvellement du bureau exécutif de wilaya par vote à bulletin secret.

Après le dépouillement, c'est Djellab Abdelkader qui est reconduit pour la quatrième fois consécutive à la tête de l'union de wilaya de Aïn-Defla.

Il sera assisté de Belaïd Mustapha, qui a assuré deux mandats à l'union territoriale de Khemis-Miliana, de Benarbia Mohamed (Aïn-Defla), de Zaïr Nasreddine (Miliana), de Raïb Mohamed (El Attaf).

Le nouvel exécutif sera installé officiellement samedi 11 janvier.

Karim O.

SAÏDA

Disparition ou kidnapping ?

Un jeune homme, F. A., âgé de 40 ans, originaire de la commune de Sidi Boubekeur et bijoutier de son état au quartier Derb, n'a plus donné signe de vie depuis plus de deux semaines.

Disparition ou enlèvement ? C'est la question que se pose tout un chacun ici à Saïda. Même pour les enquêteurs de la PJ de la Sûreté de wilaya, «c'est une affaire des plus énigmatiques qu'on n'ait jamais connues». Certes un homme qui se volatilise à bord d'un véhicule de marque R12 appartenant à son frère, localisé par les policiers de la wilaya de Laghouat, plus exactement dans le petit douar El Guelta, reste tout de même un mystère car depuis, c'est le silence-radio. Il faut dire que cette disparition est selon les avis des uns et des autres un drame pour la société saïdienne. Donc plus inquiétante qu'angoissante surtout pour sa famille.

Après plus de 15 jours, les enquêteurs de la PJ de Saïda en sont arrivés à plusieurs hypothèses. Cette disparition volontaire qui reste pour le moment la seule piste est-elle liée à un règlement de comptes local sur fond de factures impayées ?

En tous les cas, c'est une des questions qui taraude les esprits à Saïda, et plus les jours passent, plus le mystère s'épaissit. A noter aussi «que son portable n'a pas fonctionné depuis qu'on est sans nouvelles de lui», nous dit-on.

M. B. Amine

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une politique de renouvellement au profit des territoires ruraux

C'est à une perception renouvelée du monde rural, l'amélioration de la gouvernance locale et le renouvellement des échelons de l'action publique, en donnant plus de pertinence à l'échelon local, que fait appel la politique de renouvellement rural, basée sur une perspective territoriale et inscrite dans le contexte de la réforme de l'Etat.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - En août 2006, sous l'égide du ministre délégué chargé du développement rural, Rachid Benaïssa, un rapport a été élaboré par la Commission nationale de développement rural, installée en mars 2006. En 200 pages, ce rapport dresse le constat sur la situation des zones rurales et développe les axes d'une politique de renouvellement rural, au profit d'un milieu rural qui «ne veut plus être synonyme de relégation et de précarité». Cette politique est basée sur «une perception renouvelée du monde rural», une «vision positive» et «un projet ambitieux et mobilisateur». Elle «s'inscrit dans une logique de reconstruction des complémentarités entre le monde rural et la ville».

Une ruralité en progression mais fragile

D'emblée, ce rapport présente des statistiques pertinentes sur le monde rural. En termes de poids

démographique, la population rurale, à fin 2005, est en progression, en comparaison avec 1998, même si son pourcentage par rapport à celui de la population urbaine baisse légèrement, 13,3 millions à fin 2005 (40%) contre 12,2 millions en 1998 (42%). En effet, la population rurale a augmenté de près de un million deux cent mille habitants passant de 12 millions cent mille à 13 millions quatre cent mille habitants. En termes d'espaces et de sécurité 979 sur les 1541 communes sont rurales. En terme d'avenir, 70% des populations rurales ont moins de 30 ans.

En outre ce rapport constate «à côté de l'augmentation de la population rurale, il y a lieu de relever une tendance à l'urbanisation du milieu rural autour d'agglomérations et de pôles d'activités rurales». Une tendance «qui traduit en quelque sorte l'émergence de zones tampons vis-à-vis du milieu fortement urbanisé. Cette forme d'urbanisation permet surtout d'atténuer la pression migratoire

sur les grands centres urbains». D'autre part, cette commission constate que «la progression du développement dans l'absolu et dans tous les secteurs est une réalité». Toutefois, elle relève que «la nature des emplois en milieu rural et leurs structures (travaux saisonniers, irréguliers, créneaux limités, importance de l'emploi administratif...) renseignent sur leur fragilité et limitent les projections pour une population majoritairement jeune». D'où «la nécessité d'agir pour renforcer la diversité économique en milieu rural». De même, il est affirmé qu'«apparaissent rarement au niveau des agglomérations de wilayas, l'homogénéité du développement au sein des territoires de chacune d'elle est rarement respectée : d'une commune à l'autre l'écart mesurable varie de 1 à 20 au sein d'une même wilaya».

La gouvernance locale doit être améliorée

Selon ce rapport, «ces quatre constats confirment la nécessité d'améliorer la gouvernance locale des territoires ruraux et renseignent sur la pertinence de la politique de renouvellement rural et de la stratégie adoptée pour sa mise en œuvre». Basée sur le concept de territoires ruraux, une telle

politique «permet d'entrevoir les possibilités d'inscrire l'action de développement rural (amélioration des conditions d'accès des populations rurales aux ressources naturelles et financières, intégration des dispositifs de financement des activités en milieu rural, renforcement de la coordination et de l'intégration intersectorielle, mise en place du cadre législatif encadrant le développement durable des territoires ruraux...)». Elle «met en avant l'idée selon laquelle il n'est point de développement sans intégration des interventions et sans une mutualisation des ressources et moyens». Pour cette commission, «elle a, pour ce faire et pour assurer les conditions de sa concrétisation, mis en place les conditions au plan des approches de développement rural, des outils de diagnostic, de programmation, d'intégration intersectorielle et d'évaluation». Ce qui «permet d'envisager le développement rural sur des bases nouvelles, fiables et durables».

La perspective territoriale du développement rural

En mettant notamment l'accent sur «la décentralisation et la responsabilisation des

acteurs au niveau local et sur le développement rural participatif». Car, «si l'on admet que les politiques publiques ont été parfois en décalage par rapport aux enjeux locaux et que les systèmes de décision et d'action publique sont souvent en deçà des exigences de réactivité, la perspective territoriale s'affirme, alors, comme une dimension majeure de tout système dynamique d'information et d'aide à la décision».

De ce constat «surgit la nécessité de penser à long terme, pour agir avec plus d'efficacité sur les mécanismes de prise de décision à court terme et moyen terme». Ainsi «comprendre les processus socioéconomiques de longue durée qui traversent les territoires ruraux, construire des alternatives en termes de développement, favoriser une expression collective du futur et engager les acteurs sur la voie de stratégies ambitieuses, sont les principaux objectifs de la démarche prospective, appliquée au développement rural durable». Cette vision «ne va pas sans une large diffusion de la culture de la transversalité et de la territorialité auprès des institutions publiques concernées par le développement rural», note ce

rapport qui considère qu'«elle oblige en même temps à repenser les échelons de l'action publique en donnant plus de pertinence à l'échelon local».

La politique de renouvellement est liée à la réforme de l'Etat

Elle pose enfin la question de l'arbitrage entre les temporalités de l'action publique (long terme pour la stratégie, court terme pour l'action).

Pour les rédacteurs de ce rapport, «cette culture constitue du reste une exigence de la réforme de l'Etat, qui implique entre autres, un repositionnement des collectivités locales dans le processus décisionnel et la nécessité de porter un discours pertinent sur les nouvelles dynamiques spatio-rurales». Car, «longtemps considéré comme secondaire, voire marginal, le local tend à s'élever dans les niveaux d'exigences locales, ce qui se traduit par des remises en causes profondes des modes d'action publique», note ce rapport qui relève qu'«à mesure que l'Etat se concentre sur de grandes fonctions, le territoire est renforcé dans sa vocation d'être un cadre d'organisation, de coordination de politiques diverses et de régulation».

C. B.